



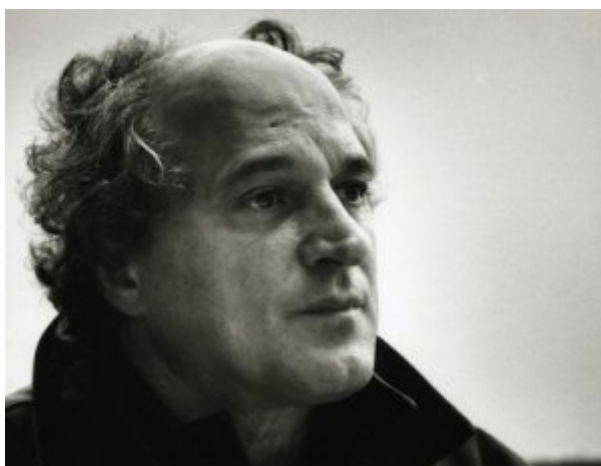
Le Bobby Sands de la culture ?

Une destruction programmée

mardi 6 octobre 2009, par [Valérie de Saint-Do](#)

Depuis le 3 octobre, Richard Martin, directeur du Théâtre Toursky à Marseille, a entamé une grève de la faim. Ainsi que Jean Poncet, poète, écrivain, ancien attaché culturel au quai d'Orsay. Qu'est ce qui pousse un directeur de théâtre à choisir un moyen aussi violent ?

Le mur. Le mur de silence, de refus, d'indifférence opposé depuis des années, par le ministère de la Culture, qui a totalement retiré ses subventions à ce théâtre, inauguré en 1970 par Léo Ferré, et qui depuis développe son action artistique d'exigence dans le quartier populaire de la Belle de mai à Marseille.



Richard Martin (photo Jean Barak)

Découvrir que l'action artistique dans les quartiers populaires n'est plus exactement une priorité de l'Etat, depuis bien des années, (a fortiori quand cette action est ouverte à la pluralité des cultures méditerranéennes d'une ville comme Marseille), ce n'est pas un scoop.)

Mais il faudra peut-être le geste désespéré d'un Richard Martin et d'un Jean Poncet pour se rendre compte de l'étendue du désastre.

Parce que la mort programmée du Toursky, elle menace aussi des milliers de compagnies théâtrales, de producteurs et réalisateurs de cinéma indépendant, de petites salles de spectacles, de « petits » festivals ou d'équipes artistiques, asphyxiées par la baisse des subventions.

(Malins, l'Etat - et , hélas, certaines collectivités territoriales dont toutes ne sont pas à droite. En 2003, le conflit des intermittents, c'était un peu trop voyant. Alors, on préfère obtenir se débarrasser d'eux en coupant les vivres... et organisant probablement l'un des plans de licenciements les plus massifs du territoire).

Parce que contrairement à ce qu'on cherche à nous faire avaler, il ne s'agit pas de restrictions budgétaires dûes à la "crise".

Mais d'une volonté orchestrée et délibérée de détruire le maillage culturel mis en place jusque dans les années 90. En s'attaquant d'abord à ceux qui osent développer l'esprit critique là où "l'art ne va pas de soi", dans les quartiers populaires, en milieu rural, en prison, à l'hôpital...`

Deux témoignages à ce sujet.

L'un vient de la coordination des intermittents et précaires d' Ile-de-France.

Après la réforme désastreuse à tout point de vue, qui a creusé le déficit du régime, un porte parole de la CGT s'est adressé à Denis Kessler, n° 2 du MEDEF à l'époque , pour lu faire remarquer que cette réforme n'avait aucun intérêt financier, bien au contraire.

La réponse a fusé : **"mais monsieur, vous n'avez rien compris ! Le fric, on s'en fout ! Ce qu'on veut, c'est diminuer le nombre d'intermittents ! "**

Un autre témoignage vient d'un représentant du SYNDEAC qui a interrogé un haut -fonctionnaire de Bercy sur l'intérêt réelle des économies de bout de chandelle dans la culture. (rappelons le , le budget du ministère de la Culture, c'est 1% du budget de l'Etat, et ça englobe les investissements dans les grands équipements (Opéra-Bastille, Beaubourg, Louvre, etc) et leur coûts de fonctionnement... Autant dire que baisser les crédits dans ce qui reste pour l'aide à la création et à l'action artistique, c'est *peanuts* comme économies pour l'Etat.)

Mais là aussi, la réponse de Bercy (dont le rêve déjà ancien est la liquidation d'un ministère qu'ils n'ont jamais cessé de percevoir comme une danseuses) ne s'est pas faite attendre.

"Pourquoi grappiller quelques euros sur la culture ? Parce que si on gagne sur ce terrain, on gagnera sur tous les autres".

Ça se passe de commentaires...

Oh, rassurez-vous il restera des artistes. Ceux triés sur le volet, les défenseurs de la loi Hadopi, ceux qui vendent, et servent les intérêts des industries culturelles. Ou ceux qui servent la communication de la France à l'étranger (encore que même le quai d'Orsay soit en train de tout détruire en ce domaine.)

C'est la stratégie exacte du nouveau ministre de la Culture, dont on se demande s'il n'a pas été mis en place pour entretenir le populisme anti-intellectuel et anti-artistes.

En témoigne cette citation (qui n'a encore fait hurler personne ???) dans *le Figaro* (oui, je sais..) :

« Vendredi soir, je voulais aller voir *La Cage aux folles*, avec Didier Bourdon et Christian Clavier. J'aimais le duo Jean Poiret-Michel Serrault, j'aime le théâtre de boulevard, qui vaut aussi bien qu'un autre. Mais j'ai préféré voir Laurent Terzieff dans *Philoctète*, parce que la pièce reste moins longtemps à l'affiche. »

D'un côté, asphyxier la majorité de création vivante en France. (C'est certain, le Toursky ne devait pas programmer *La cage aux folles* avec Clavier, ni du boulevard.) De l'autre, faire apparaître les artistes comme une caste nantie, privilégiée, et corporatiste. La loi Hadopi et la ligne de défense stupide adoptée pour Polanski y ont bien réussi, merci (1).

Parce qu'on ne peut, hélas, s'illusionner : les conflits de classe, de pouvoir, d'intérêt, traversent aussi le milieu artistique, qui n'a rien d'une grande famille unie.

On s'en rendra compte en examinant, qui des artistes chouchoutés par l'état, dans le Conseil pour la création artistique par exemple, manifesterà sa solidarité avec Richard Martin...

Un metteur en scène apprécié et ami a proposé récemment une grève de l'art. L'idée est excellente : si tous les théâtres, cinéma, salles de spectacle, musées tiraient le rideau une semaine, on verrait ce que rapportent, y compris économiquement, ces nantis d'artistes subventionnés au pays.

Mais qui suivra ? Ceux qui considèrent leurs musées "comme des PME ?

Marin Karmitz fermera-t-il ses MK2 ?

A suivre. et avec toute notre amitié et notre solidarité à Richard Martin.

Valérie de Saint-Do

Nous n'ouvrons pas ici le débat sur Polanski, ne voulant ni hurler avec les meutes populistes qui le lynchent ni cautionner les propos du ministre exonérant l'artiste (a fortiori grand) de toute responsabilité sociale. La juste défense Polanski, c'est de s'inscrire contre le populisme pénal, en disant haut et fort que trente deux ans après, et quand de plus la victime le souhaite, aucun individu ne devrait être pour ces faits.